

Ce que le Valenciennois attend de la Région (1/2)

A cinq jours d'une élection dont les résultats seront scrutés par la France entière, nous avons voulu faire le point sur les attentes du territoire vis-à-vis de la Région. Notre premier volet se concentre aujourd'hui sur la culture, les lycées et les transports.

PAR LA RÉDACTION
valenciennes@lavoixdunord.fr

Lycées : deux gros dossiers

Lycée horticole. Dans le Valenciennois, le dossier du lycée horticole squatte les tiroirs et les bureaux de la Région depuis des lustres. Rappelez-vous par exemple que l'enveloppe budgétaire a été votée en... 2007. Le récent dépôt du permis de construire pour la première phase de ce lycée a soulagé le maire de la ville, Aymeric Robin. Il attend que soient réalisées la clôture du site, la viabilisation et la sécurisation. Le tout pour 1,5 M€. Cela signifiera la poursuite de cette réalisation évaluée entre 25 et 30 M€.

Lycée du Hainaut. Le vénérable établissement valenciennois, inauguré avant la Seconde Guerre mondiale, est en travaux depuis le printemps. La fin du chantier est prévue pour septembre 2016. La Région y investit plus de 18 millions. Pour celles et ceux qui ont l'habitude de passer par la rue de la Délivrance, qui longe le canal entre l'avenue Villars et l'avenue Faidherbe, le changement le plus important sera la suppression des ateliers aux toitures dentelées. On verra le lycée du quai ! ■

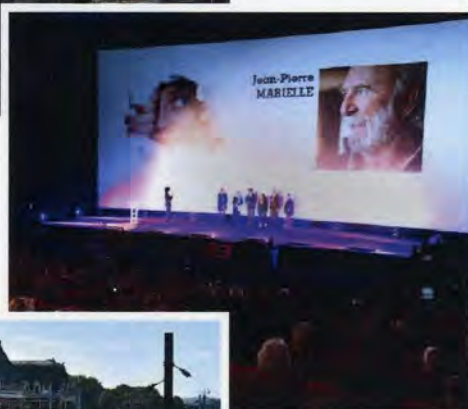
TER : des rames à renouveler

À la veille des régionales, Gérard Dupagny est plus que jamais dans son rôle de lanceur d'alerte. Le président de l'association d'usagers à fond de train redoute les deux mesures que la SNCF s'apprête à « vendre » aux futures majorités. La suppression des contrôleurs : « On a besoin de cette présence humaine dans les trains,

s'exclame-t-il, et pas seulement pour éviter la fraude. » Et la réduction d'au moins 20 % du nombre de TER : « La SNCF présenterait cela comme une économie pour les Régions. Mais c'est encourager les gens à reprendre leur voiture. » A l'heure de la COP21...

Une ligne comme Cambrai-Valenciennes pourrait selon lui être me-

nacée. Et le TER Valenciennes-Lille ? « Les rames ont 35-40 ans, il semblerait qu'il y ait un changement. Je les surnomme les trains du Biafra ! Mais leur capacité est intéressante pour la SNCF. On produit pourtant d'assez belles rames de TER que de TGV, mais au compte-gouttes. Il faudrait en faire sortir plus des usines du Valenciennois ! » ■



Culture : maintenir l'existant

Nombreuses sont les structures culturelles du territoire à bénéficier d'un soutien financier du conseil régional pour une programmation annuelle et/ou pour un événement. Ainsi, à Denain, chaque année, un tiers du spectacle Batailles de Denain, soit 50 000 € est versé par la Région. Seul et unique festival de cinéma du département du Nord, le Festival 2 Valenciennes est également soutenu par la Région, à hauteur de 35 à 40 % du budget de l'événement, les restes étant portés par la Ville de Valenciennes et Valenciennes Métropole. Qui dit subvention dit obligation de monter un dossier qui détaille en quoi l'événement, outre l'ouverture au monde, joue un rôle citoyen et pédagogique auprès du public. Mêmes impératifs pour la convention pluriannuelle qui régit Le Boulon et le Phénix : une convention qui réunit l'agglo, la Ville (Vieux-Condé pour l'un, Valenciennes pour l'autre), le ministère de la Culture et la Région. La Région compte pour 16,43 % de la structure Vieux-Condé, seul centre national des arts de la rue au Nord de Paris, réhabilité grâce à l'opération Valenciennes 2007, capitale régionale de la culture.

MORATOIRE ET CONCERTATION

Quant budget du Phénix, il repose pour un tiers sur l'enveloppe de la Région. À l'approche des élections, la scène nationale de Valenciennes se joint au CRAC (Collectif régional arts et culture Picardie-Nord-Pas de Calais) qui a publié le livre blanc pour une politique culturelle ambitieuse, demandant un moratoire pour l'année 2016, ce afin de faire le point sur l'existant et de se mettre autour de la table, parce que « les politiques publiques doivent se faire en concertation ». ■

Ce que le Valenciennois attend de la Région (2/2)

À quelques jours d'une élection dont les résultats seront scrutés par la France entière, nous avons voulu faire le point sur les attentes du territoire vis-à-vis de la Région. La suite de notre dossier porte sur les problématiques liées au développement, à l'université et au sport.

PAR LA RÉDACTION
valenciennes@lavoixdunord.fr

Les piliers du développement économique

La candidate Valérie Létard ne contredira pas la présidente de Val'Métropole Valérie Létard quand cette dernière attend de la Région qu'elle conforte les efforts entrepris en matière de développement économique. Il ne lui a surtout pas échappé que, dans ce domaine, la loi Notre, portant sur la nouvelle organisation territoriale, a redistribué les cartes en donnant aux Régions un pouvoir réglementaire. Fini le saupoudrage, le schéma régional de développement économique s'imposera aux intercommunalités.

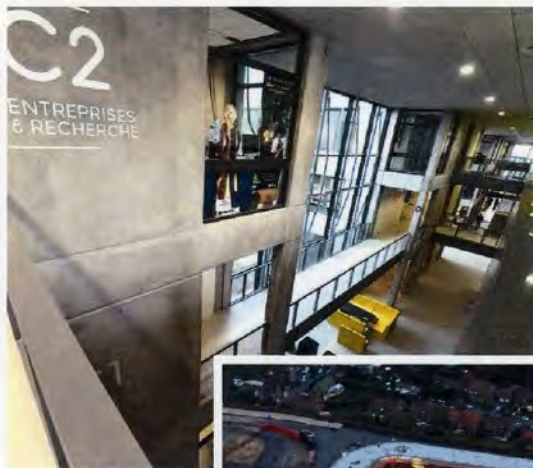
Le Valenciennois fait tourner le sien, de développement, autour de trois grands axes que sont la mobilité durable et le transport (Transalley); le numérique (Rives créatives de l'Escaut à Anzin, Créative mine à Wallers); la logistique. Président du conseil de développement de Val'Métro, Eddie Koepler rêve du jour où le canal de Condé-Pommerœul assurera la liaison avec les ports belges et néerlandais. « Sous le regard bienveillant de la Région », cela va sans dire. ■

Université : donnant, donnant

« La Région nous accompagne dans le développement de nos activités et de nos sites. » Ce n'est rien de le dire. Vice-président recherche au sein de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Abdelhakim Artiba égrène les lignes budgétaires où l'institution apparaît : 10 M€ pour le développement du campus technolo-

gique à Maubeuge, 8 M€ (sur un total de 20,5) pour Créative mine à Wallers, 8,5 M€ pour le campus innovant transports durables, 100 000 € pour le Hubhouse, 980 000 € en fonctionnement, de l'argent encore pour l'accompagnement des étudiants et leur emploi, le service culturel des universités... Liste non exhaustive. On

n'oublie pas d'y ajouter les 11,5 M€ versés au titre du Contrat de plan État-Région sur la période 2007-2013 : 7 autres suivront pour 2015-2020. « On attend beaucoup de la Région, mais on le lui rend bien, je crois, poursuit M. Artiba. On travaille avec les entreprises du secteur, le retour sur investissement est immédiat. » ■



Sport : soutien aux clubs

La Région aide le sport selon plusieurs critères. Il y a les aides pour doter la région d'équipements sportifs à intérêt régional et national, ce qui a permis d'octroyer 20 M€ pour la construction du stade du Hainaut. Elle aide aussi le sport pour son action comme vecteur d'éducation, de prévention, d'insertion sociale et de facilitation à l'accès à la pratique sportive.

Les clubs ont tiqué depuis deux ans avec deux baisses de 10 %. Mais les aides sont proportionnelles au niveau de pratiques : 198 000 € pour Saint-Amand Basket (LFB), 162 000 € pour Denain Voltaire (Pro B), 90 000 € pour le hand à Saint-Amand... 3325 € pour les arts martiaux de Condé et 760 € pour le judo à Anzin par exemple. Pour les événements, ponctuels ou exceptionnels, la Région est encore là. Hordain a bénéficié de 2000 € pour son tournoi de foot international, Denain 10 000 € pour son Open de tennis. Les sportifs sont également aidés (bourse), comme Jean Lamorisse (natation, Denain, 2 000 €).

Pour un président, il vaut mieux être un homme de dossiers pour dénicher les subtilités pour décrocher une aide. Eddy Zdziech, le président du VAFC, a un souhait qui pourrait être repris par ses homologues pros de Saint-Amand et Denain (basket) : aider un peu plus la formation. ■

Le premier volet de notre dossier est paru dans l'édition d'été.